

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1987 Nr. 137

A. TITEL

*Verdrag inzake de voltrekking en de erkenning van de geldigheid van
huwelijken;
's-Gravenhage, 14 maart 1978*

B. TEKST**Convention sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages**

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant faciliter la célébration des mariages et la reconnaissance de la validité des mariages,

Ont résolu conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

**CHAPITRE I
CÉLÉBRATION DU MARIAGE****Article premier**

Ce chapitre s'applique aux conditions requises dans un Etat contractant pour la célébration du mariage.

Article 2

Les conditions de forme du mariage sont régies par le droit de l'Etat de la célébration.

Article 3

Le mariage doit être célébré:

1. lorsque les futurs époux répondent aux conditions de fond prévues par la loi interne de l'Etat de la célébration, et que l'un d'eux a la nationalité de cet Etat ou y réside habituellement; ou

2. lorsque chacun des futurs époux répond aux conditions de fond prévues par la loi interne désignée par les règles de conflit de lois de l'Etat de la célébration.

Article 4

L'Etat de la célébration peut exiger des futurs époux toutes justifications utiles du contenu de toute loi étrangère applicable selon les articles précédents.

Article 5

L'application d'une loi étrangère déclarée compétente par ce

**Convention on Celebration and Recognition of the Validity
of Marriages**

The States signatory to the present Convention,

Desiring to facilitate the celebration of marriages and the recognition of the validity of marriages,

Have resolved to conclude a Convention to this effect, and have agreed on the following provisions –

CHAPTER I
CELEBRATION OF MARRIAGES

Article 1

This Chapter shall apply to the requirements in a Contracting State for celebration of marriages.

Article 2

The formal requirements for marriages shall be governed by the law of the State of celebration.

Article 3

A marriage shall be celebrated –

1. where the future spouses meet the substantive requirements of the internal law of the State of celebration and one of them has the nationality of that State or habitually resides there; or

2. where each of the future spouses meets the substantive requirements of the internal law designated by the choice of law rules of the State of celebration.

Article 4

The State of celebration may require the future spouses to furnish any necessary evidence as to the content of any foreign law which is applicable under the preceding Articles.

Article 5

The application of a foreign law declared applicable by this

chapitre ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat de la célébration.

Article 6

Un Etat contractant pourra se réserver le droit, par dérogation à l'article 3, chiffre 1, de ne pas appliquer sa loi interne aux conditions de fond du mariage à celui des époux qui n'aurait pas la nationalité de cet Etat et n'y aurait pas sa résidence habituelle.

CHAPITRE II

RECONNAISSANCE DE LA VALIDITÉ DU MARIAGE

Article 7

Ce chapitre s'applique à la reconnaissance dans un Etat contractant de la validité d'un mariage conclu dans un autre Etat.

Article 8

Ce chapitre ne s'applique pas:

1. aux mariages célébrés par une autorité militaire;
2. aux mariages célébrés à bord d'un navire ou d'un aéronef;
3. aux mariages par procuration;
4. aux mariages posthumes;
5. aux mariages informels.

Article 9

Le mariage qui a été valablement conclu selon le droit de l'Etat de la célébration, ou qui devient ultérieurement valable selon ce droit, est considéré comme tel dans tout Etat contractant sous réserve des dispositions de ce chapitre.

Est également considéré comme valable le mariage célébré par un agent diplomatique ou un fonctionnaire consulaire conformément à son droit, à condition que cette célébration ne soit pas interdite par l'Etat de la célébration.

Article 10

Lorsqu'un certificat de mariage a été délivré par une autorité compétente, le mariage est présumé être valable jusqu'à preuve du contraire.

Article 11

Un Etat contractant ne peut refuser de reconnaître la validité d'un

Chapter may be refused only if such application is manifestly incompatible with the public policy ('ordre public') of the State of celebration.

Article 6

A Contracting State may reserve the right, by way of derogation from Article 3, sub-paragraph 1, not to apply its internal law to the substantive requirements for marriage in respect of a future spouse who neither is a national of that State nor habitually resides there.

CHAPTER II

RECOGNITION OF THE VALIDITY OF MARRIAGES

Article 7

This Chapter shall apply to the recognition in a Contracting State of the validity of marriages entered into in other States.

Article 8

This Chapter shall not apply to –

1. marriages celebrated by military authorities;
2. marriages celebrated aboard ships or aircraft;
3. proxy marriages;
4. posthumous marriages;
5. informal marriages.

Article 9

A marriage validly entered into under the law of the State of celebration or which subsequently becomes valid under that law shall be considered as such in all Contracting States, subject to the provisions of this Chapter.

A marriage celebrated by a diplomatic agent or consular official in accordance with his law shall similarly be considered valid in all Contracting States, provided that the celebration is not prohibited by the State of celebration.

Article 10

Where a marriage certificate has been issued by a competent authority, the marriage shall be presumed to be valid until the contrary is established.

Article 11

A Contracting State may refuse to recognize the validity of a

mariage que si, selon le droit de cet Etat, un des époux, au moment de ce mariage:

1. était déjà marié; ou
2. était à un degré de parenté en ligne directe avec l'autre époux ou était son frère ou sa soeur, par le sang ou par adoption; ou
3. n'avait pas atteint l'âge minimum requis pour se marier et n'avait pas obtenu la dispense nécessaire; ou
4. n'était pas mentalement capable de donner son consentement; ou
5. n'avait pas librement consenti au mariage.

Toutefois, la reconnaissance ne peut être refusée dans le cas prévu au chiffre 1 de l'alinéa précédent si le mariage est devenu ultérieurement valable par suite de la dissolution ou de l'annulation du mariage précédent.

Article 12

Les règles de ce chapitre s'appliquent même si la question de la reconnaissance de la validité du mariage doit être tranchée, à titre incident, dans le contexte d'une autre question.

Toutefois, ces règles peuvent ne pas être appliquées lorsque cette autre question est régie, d'après les règles de conflit de lois du for, par le droit d'un Etat non contractant.

Article 13

La présente Convention ne fait pas obstacle dans un Etat contractant à l'application de règles de droit plus favorables à la reconnaissance des mariages conclus à l'étranger.

Article 14

Un Etat contractant peut refuser la reconnaissance de la validité d'un mariage si cette reconnaissance est manifestement incompatible avec son ordre public.

Article 15

Ce chapitre est applicable quelle que soit la date à laquelle le mariage a été célébré.

Toutefois, un Etat contractant pourra se réserver le droit de ne pas appliquer ce chapitre à un mariage célébré avant la date de l'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat.

marriage only where, at the time of the marriage, under the law of that State –

1. one of the spouses was already married; or
2. the spouses were related to one another, by blood or by adoption, in the direct line or as brother and sister; or
3. one of the spouses had not attained the minimum age required for marriage, nor had obtained the necessary dispensation; or
4. one of the spouses did not have the mental capacity to consent; or
5. one of the spouses did not freely consent to the marriage.

However, recognition may not be refused where, in the case mentioned in sub-paragraph 1 of the preceding paragraph, the marriage has subsequently become valid by reason of the dissolution or annulment of the prior marriage.

Article 12

The rules of this Chapter shall apply even where the recognition of the validity of a marriage is to be dealt with as an incidental question in the context of another question.

However, these rules need not be applied where that other question, under the choice of law rules of the forum, is governed by the law of a non-Contracting State.

Article 13

This Convention shall not prevent the application in a Contracting State of rules of law more favourable to the recognition of foreign marriages.

Article 14

A Contracting State may refuse to recognize the validity of a marriage where such recognition is manifestly incompatible with its public policy ('ordre public').

Article 15

This Chapter shall apply regardless of the date on which the marriage was celebrated.

However, a Contracting State may reserve the right not to apply this Chapter to a marriage celebrated before the date on which, in relation to that State, the Convention enters into force.

CHAPITRE III DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 16

Un Etat contractant pourra se réserver le droit d'exclure l'application du chapitre I.

Article 17

Lorsqu'un Etat comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de mariage, toute référence au droit de l'Etat de la célébration est entendue comme visant le droit de l'unité territoriale dans laquelle le mariage est ou a été célébré.

Article 18

Lorsqu'un Etat comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de mariage, toute référence au droit de cet Etat en ce qui concerne la reconnaissance de la validité d'un mariage est entendue comme visant le droit de l'unité territoriale dans laquelle la reconnaissance est invoquée.

Article 19

Un Etat qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de mariage n'est pas tenu d'appliquer la Convention à la reconnaissance, dans une unité territoriale, de la validité d'un mariage conclu dans une autre unité territoriale.

Article 20

Lorsqu'un Etat connaît en matière de mariage deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence au droit de cet Etat est entendue comme visant le système de droit désigné par les règles en vigueur dans cet Etat.

Article 21

La Convention ne porte pas atteinte à l'application de toute convention, contenant des dispositions sur la célébration ou la reconnaissance de la validité du mariage, à laquelle un Etat contractant est Partie au moment où la présente Convention entre en vigueur pour lui.

La présente Convention n'affecte pas le droit d'un Etat contractant de devenir Partie à une convention, fondée sur des liens particuliers de caractère régional ou autre, contenant des dispositions sur la célébration ou la reconnaissance de la validité du mariage.

CHAPTER III
GENERAL CLAUSES

Article 16

A Contracting State may reserve the right to exclude the application of Chapter I.

Article 17

Where a State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to marriage, any reference to the law of the State of celebration shall be construed as referring to the law of the territorial unit in which the marriage is or was celebrated.

Article 18

Where a State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to marriage, any reference to the law of that State in connection with the recognition of the validity of a marriage shall be construed as referring to the law of the territorial unit in which recognition is sought.

Article 19

Where a State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to marriage, this Convention need not be applied to the recognition in one territorial unit of the validity of a marriage entered into in another territorial unit.

Article 20

Where a State has, in relation to marriage, two or more systems of law applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the system of law designated by the rules in force in that State.

Article 21

The Convention shall not affect the application of any convention containing provisions on the celebration or recognition of the validity of marriages to which a Contracting State is a Party at the time this Convention enters into force for that State.

This Convention shall not affect the right of a Contracting State to become a Party to a convention, based on special ties of a regional or other nature, containing provisions on the celebration or recognition of validity of marriages.

Article 22

La présente Convention remplace, dans les rapports entre les Etats qui y sont Parties, la Convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage, conclue à La Haye le 12 juin 1902.

Article 23

Chaque Etat contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, fera connaître au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas les autorités qui sont compétentes selon son droit pour délivrer le certificat de mariage visé à l'article 10, et ultérieurement tous changements concernant ces autorités.

CHAPITRE IV

CLAUSES FINALES

Article 24

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Treizième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 25

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 26

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment où la Convention entre en vigueur pour cet Etat.

Cette déclaration, ainsi que toute extension ultérieure, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 27

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités

Article 22

This Convention shall replace, in the relations between the States who are Parties to it, the Convention Governing Conflicts of Laws Concerning Marriage, concluded at The Hague, the 12th of June 1902.

Article 23

Each Contracting State shall, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the authorities which under its law are competent to issue a marriage certificate as mentioned in Article 10 and, subsequently, of any changes relating to such authorities.

CHAPTER IV FINAL CLAUSES

Article 24

The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Thirteenth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 25

Any other State may accede to the Convention.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 26

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect at the time the Convention enters into force for that State.

Such declaration, as well as any subsequent extension, shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 27

A Contracting State which has two or more territorial units in

territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de mariage pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment étendre cette déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Article 28

Tout Etat contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues aux articles 6, 15 et 16. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 29

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par les articles 24 et 25.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

1. pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérent postérieurement le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

2. pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 26, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

Article 30

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 29, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

which different systems of law apply in relation to marriage may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall apply to all its territorial units or only to one or more of them, and may extend its declaration at any time thereafter.

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, and shall state expressly the territorial unit to which the Convention applies.

Article 28

Any State may, not later than the time of ratification, acceptance, approval or accession, make one or more of the reservations provided for in Articles 6, 15 and 16. No other reservation shall be permitted.

Any State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands. The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 29

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Articles 24 and 25.

Thereafter the Convention shall enter into force –

1. for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

2. for a territory to which the Convention has been extended in conformity with Article 26, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

Article 30

The Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 29 even for States which subsequently have ratified, accepted, approved it or acceded to it.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires ou unités territoriales auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 31

Le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 25:

1. les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 24;
2. les adhésions visées à l'article 25;
3. la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 29;
4. les extensions visées à l'article 26;
5. les déclarations mentionnées à l'article 27;
6. les réserves prévues aux articles 6, 15 et 16, et le retrait des réserves prévu à l'article 28;
7. les communications notifiées en application de l'article 23;
8. les dénonciations visées à l'article 30.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 14 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Treizième session.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories or territorial units to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 31

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 25, of the following –

1. the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 24;
2. the accessions referred to in Article 25;
3. the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 29;
4. the extensions referred to in Article 26;
5. the declarations referred to in Article 27;
6. the reservations referred to in Articles 6, 15 and 16, and the withdrawals referred to in Article 28;
7. the information communicated under Article 23;
8. the denunciations referred to in Article 30.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the 14th day of March 1978, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Thirteenth Session.

Het Verdrag is in overeenstemming met zijn artikel 24, eerste lid, ondertekend voor de volgende Staten:

Egypte ¹⁾	14 maart 1978
Luxemburg	14 maart 1978
Portugal	26 mei 1978
Australië	9 juli 1980
Finland	24 september 1980
het <i>Koninkrijk der Nederlanden</i>	11 september 1987

¹⁾ Onder de volgende verklaring:

“The Signature of the Arab Republic of Egypt to this convention does not signify in any manner the recognition of Israel and does not lead to the entry of any relations what so ever with it.”.

C. VERTALING**Verdrag inzake de voltrekking en de erkenning van de geldigheid van huwelijken**

De Staten die dit Verdrag hebben ondertekend,

Geleid door de wens de voltrekking van huwelijken en de erkenning van de geldigheid van huwelijken te vergemakkelijken, hebben besloten hiertoe een Verdrag te sluiten en zijn overeengekomen als volgt:

**HOOFDSTUK I
DE VOLTREKKING VAN HET HUWELIJK****Artikel 1**

Dit hoofdstuk is van toepassing op de vereisten die in een Verdrag-sluitende Staat voor de voltrekking van het huwelijk worden gesteld.

Artikel 2

De vorm van de huwelijksvoltrekking wordt beheerst door het recht van de Staat waar het huwelijk wordt voltrokken.

Artikel 3

Het huwelijk wordt voltrokken:

1. wanneer de aanstaande echtgenoten voldoen aan de materiële vereisten, gesteld in het interne recht van de Staat waar het huwelijk wordt voltrokken, en een van hen de nationaliteit van die Staat bezit of er zijn gewone verblijfplaats heeft; of
2. wanneer elk der aanstaande echtgenoten voldoet aan de materiële vereisten, gesteld in het interne recht dat toepasselijk is ingevolge de verwijzingsregels van de Staat waar het huwelijk wordt voltrokken.

Artikel 4

De Staat waar het huwelijk wordt voltrokken kan van de aanstaande echtgenoten elk dienstig bewijs verlangen van de inhoud van een vreemd recht dat ingevolge de voorgaande artikelen van toepassing is.

Artikel 5

Het recht dat door dit hoofdstuk als toepasselijk is aangewezen,

wordt slechts dan niet toegepast indien zulks kennelijk onverenigbaar is met de openbare orde van de Staat waar het huwelijk wordt voltrokken.

Artikel 6

Een Verdragsluitende Staat kan, in afwijking van artikel 3, onder 1, zich het recht voorbehouden ten aanzien van de echtgenoot die niet de nationaliteit van die Staat bezit en er geen gewoon verblijf houdt, zijn interne recht niet toe te passen op de materiële huwelijksvereisten.

HOOFDSTUK II DE ERKENNING VAN DE GELDIGHEID VAN HET HUWELIJK

Artikel 7

Dit hoofdstuk is van toepassing op de erkenning in een Verdragsluitende Staat van de rechtsgeldigheid van een in een andere Staat voltrokken huwelijk.

Artikel 8

Dit hoofdstuk is niet van toepassing op:

1. huwelijken voltrokken ten overstaan van een militaire autoriteit;
2. huwelijken voltrokken aan boord van een schip of een luchtvaartuig;
3. huwelijken bij volmacht;
4. postume huwelijken;
5. vormloze huwelijken.

Artikel 9

Het huwelijk dat rechtsgeldig is tot stand gekomen volgens het recht van de Staat waar het is voltrokken, of dat volgens dat recht later rechtsgeldig wordt, wordt in iedere Verdragsluitende Staat met inachtneming van de bepalingen van dit hoofdstuk als zodanig beschouwd.

Het huwelijk dat ten overstaan van een diplomatiek of consulaire ambtenaar overeenkomstig diens recht is voltrokken wordt eveneens als rechtsgeldig beschouwd, mits deze huwelijksvoltrekking in de Staat waar het huwelijk is voltrokken niet verboden is.

Artikel 10

Wanneer een huwelijksverklaring is afgegeven door een bevoegde autoriteit, wordt het huwelijk vermoed rechtsgeldig te zijn tot het tegendeel is bewezen.

Artikel 11

Een Verdragsluitende Staat kan slechts weigeren de geldigheid van een huwelijk te erkennen indien, volgens het recht van die Staat, een der echtgenoten op het tijdstip van dat huwelijk:

1. reeds gehuwd was; of
2. aan de andere echtgenoot in de rechte lijn verwant was of de broer of zuster van die echtgenoot was, hetzij door bloedverwantschap, hetzij door adoptie; of
3. niet de voor het huwelijk vereiste minimum leeftijd had bereikt en niet de noodzakelijke ontheffing had verkregen; of
4. geestelijk niet in staat was zijn toestemming te geven; of
5. niet vrijelijk zijn toestemming tot het huwelijk had gegeven.

Niettemin kan in het onder 1 van het vorige lid bedoelde geval de erkenning niet worden geweigerd indien het huwelijk later geldig is geworden door de ontbinding of de nietigverklaring van het eerdere huwelijk.

Artikel 12

De regels van dit hoofdstuk zijn mede van toepassing, indien de vraag van de erkenning van de geldigheid van een huwelijk bij wijze van voorvraag, in verband met een andere vraag moet worden beantwoord.

Niettemin behoeven deze regels niet te worden toegepast wanneer deze andere vraag, volgens de verwijzingsregels van de Staat waar die vraag moet worden beantwoord, door het recht van een niet-verdragsluitende Staat wordt beheerst.

Artikel 13

Dit Verdrag verzet er zich niet tegen dat in een Verdragsluitende Staat rechtsregels worden toegepast welke voor de erkenning van in het buitenland gesloten huwelijken gunstiger zijn.

Artikel 14

Een Verdragsluitende Staat kan weigeren de geldigheid van een

huwelijk te erkennen, indien deze erkenning kennelijk onverenigbaar is met zijn openbare orde.

Artikel 15

Dit hoofdstuk is van toepassing ongeacht het tijdstip waarop het huwelijk is voltrokken.

Niettemin kan een Verdragsluitende Staat zich het recht voorbehouden dit hoofdstuk niet toe te passen op een huwelijk dat is voltrokken vóór het tijdstip waarop dit Verdrag voor die Staat in werking is getreden.

HOOFDSTUK III ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 16

Een Verdragsluitende Staat kan zich het recht voorbehouden, de toepassing van hoofdstuk I uit te sluiten.

Artikel 17

Wanneer een Staat een of meer gebiedsdelen omvat waarin verschillende rechtsstelsels worden toegepast op het huwelijk, wordt iedere verwijzing naar het recht van de Staat waar het huwelijk is voltrokken opgevat als een verwijzing naar het recht van het gebiedsdeel waar het huwelijk wordt of is voltrokken.

Artikel 18

Wanneer een Staat twee of meer gebiedsdelen omvat waarin verschillende rechtsstelsels worden toegepast op het huwelijk, wordt iedere verwijzing in verband met de erkenning van de geldigheid van een huwelijk naar het recht van die Staat opgevat als een verwijzing naar het recht van het gebiedsdeel waar de erkenning wordt gevraagd.

Artikel 19

Een Staat die twee of meer gebiedsdelen omvat waarin verschillende rechtsstelsels worden toegepast op het huwelijk, is niet gehouden het Verdrag toe te passen op de erkenning in een gebiedsdeel van de geldigheid van een huwelijk, dat in een ander gebiedsdeel is voltrokken.

Artikel 20

Wanneer een Staat terzake van het huwelijk twee of meer rechts-

stelsels kent die worden toegepast op verschillende categorieën personen, wordt iedere verwijzing naar het recht van die Staat opgevat als een verwijzing naar het rechtsstelsel, door de in die Staat van kracht zijnde regels aangewezen.

Artikel 21

Het Verdrag laat onverlet de toepassing van enig verdrag dat bepalingen bevat over de voltrekking of de erkenning van de geldigheid van huwelijken, waarbij een Verdragsluitende Staat partij is op het tijdstip dat dit Verdrag voor die Staat in werking treedt.

Dit Verdrag laat onverlet het recht van een Verdragsluitende Staat, partij te worden bij een verdrag dat bepalingen bevat over de voltrekking of de erkenning van de geldigheid van huwelijken, dat berust op bijzondere banden van regionale of andere aard.

Artikel 22

Dit Verdrag vervangt in de betrekkingen tussen de Staten die daarbij partij zijn, het Verdrag tot regeling van de wetsconflicten met betrekking tot het huwelijk, gesloten te 's-Gravenhage op 12 juni 1902.

Artikel 23

Elke Verdragsluitende Staat deelt op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden mede welke autoriteiten volgens zijn recht bevoegd zijn de in artikel 10 bedoelde huwelijksverklaring af te geven, en daarna elke wijziging betreffende deze autoriteiten.

HOOFDSTUK IV SLOTBEPALINGEN

Artikel 24

Dit Verdrag staat open voor ondertekening door de Staten die lid waren van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht ten tijde van haar Dertiende zitting.

Het dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd en de akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring dienen te worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 25

Elke andere Staat kan tot het Verdrag toetreden.

De akte van toetreding dient te worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 6

Elke Staat kan, op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding verklaren dat het Verdrag zich uitstrekt tot alle gebieden voor welke internationale betrekkingen hij verantwoordelijk is, of tot een of meer van die gebieden. Deze verklaring wordt van kracht op het tijdstip waarop het Verdrag voor die Staat in werking treedt.

Deze verklaring, evenals iedere latere uitbreiding, wordt ter kennis gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 27

Een Verdragsluitende Staat, die twee of meer grondgebieden omvat waar verschillende rechtsstelsels op het huwelijk worden toegepast, kan op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding verklaren dat dit Verdrag van toepassing is op al deze gebiedsdelen of slechts op een of meer daarvan, en kan deze verklaring op ieder later tijdstip uitbreiden.

Deze verklaringen worden ter kennis gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden en geven uitdrukkelijk het gebiedsdeel aan waarop dit Verdrag van toepassing is.

Artikel 28

Elke Verdragsluitende Staat kan uiterlijk op het tijdstip van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding een of meer van de voorbehouden maken, bedoeld in de artikelen 6, 15 en 16. Andere voorbehouden zijn niet toegestaan.

Elke Staat kan te allen tijde een voor hem gemaakt voorbehoud intrekken. Deze intrekking wordt ter kennis gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Het voorbehoud houdt op van kracht te zijn op de eerste dag van de derde kalendermaand na de in het voorgaande lid bedoelde kennisgeving.

Artikel 29

Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van de derde akte van bekrach-

tiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding bedoeld in de artikelen 24 en 25.

Vervolgens treedt het Verdrag in werking:

1. voor elke Staat die het Verdrag later bekrachtigt, aanvaardt, goedkeurt of tot het Verdrag toetreedt, op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding;

2. voor de gebieden tot welke het Verdrag overeenkomstig artikel 26 is uitgebreid, op de eerste dag van de derde kalendermaand na de in dat artikel bedoelde kennisgeving.

Artikel 30

Dit Verdrag blijft gedurende vijf jaar van kracht, te rekenen van de datum van zijn inwerkingtreding overeenkomstig artikel 29, eerste lid, ook voor de Staten die het later hebben bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd of ertoe zijn toegetreden.

Het Verdrag wordt behoudens opzegging, stilzwijgend verlengd, telkens voor vijf jaar.

De opzegging moet tenminste zes maanden voor het verstrijken van de termijn van vijf jaar ter kennis worden gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden. Zij kan worden beperkt tot enkele van de gebiedsdelen of territoriale eenheden waarop het Verdrag van toepassing is.

De opzegging geldt slechts ten aanzien van de Staat die haar heeft gedaan. Voor de andere Verdragsluitende Staten blijft het Verdrag van kracht.

Artikel 31

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden stelt de lid-Staten van de Conferentie, alsmede de Staten die zijn toegetreden overeenkomstig het bepaalde in artikel 25 in kennis van:

1. de ondertekeningen, bekrachtigingen, aanvaardingen en goedkeuringen als bedoeld in artikel 24;

2. de toetredingen bedoeld in artikel 25;

3. de datum waarop het Verdrag krachtens de bepalingen van artikel 29 in werking treedt;

4. de toepasselijkverklaringen bedoeld in artikel 26;

5. de verklaringen bedoeld in artikel 27;

6. de voorbehouden bedoeld in de artikelen 6, 15 en 16, en de intrekking van de voorbehouden bedoeld in artikel 28;

7. de mededelingen die met toepassing van artikel 23 zijn gedaan;

8. de opzegging bedoeld in artikel 30.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage de 14de maart 1978, in het Frans en het Engels, zijnde beide teksten gelijkelijk gezaghebbend, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de regering van het Koninkrijk der Nederlanden en waarvan een voor eensluitend gewaarmerkt afschrift langs diplomatieke weg zal worden toegezonden aan elk der Staten, die lid waren van de Haagse Conferentie voor Internationaal privaatrecht ten tijde van de Dertiende Zitting.

(Voor de ondertekening zie blz. 14 en 15 van dit Tractatenblad)

D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan het Verdrag kan worden gebonden.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van het Verdrag is voorzien in artikel 24, tweede lid.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 29, eerste lid, in werking treden op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van de derde akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

J. GEGEVENS

De tekst van het Verdrag is opgesteld tijdens de van 4 tot 23 oktober 1976 te 's-Gravenhage gehouden Dertiende Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

Van het op 31 oktober 1951 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Statuut van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1953, 80; zie ook laatstelijk, *Trb.* 1984, 141.

Van het op 12 juni 1902 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Verdrag tot regeling der wetsconflicten met betrekking tot het huwelijk, naar welk Verdrag in artikel 22 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* 1904, 121. Het Koninkrijk der Nederlanden heeft dat verdrag opgezegd in 1977, zie *Trb.* 1977, 57.

Uitgegeven de *vijftiende* september 1987.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK